



RÈGLEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE LUTTE CONTRE LES ÉLÉMENTS NATURELS

L'assemblée communale de Sâles

vu :

- la loi du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (LPolFeu ; RSF 731.0.1 ; ci-après : la loi) ;
- le règlement du 28 décembre 1965 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RPilFeu ; RSF 731.0.11 ; ci-après : le règlement) ;
- la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop ; RSF 52.2) ;
- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) ;
- la convention conclue le 25 mai 2009 entre les communes (Conseils communaux) de Vulruz et de Sâles,

édicte :

NOTE : Dans l'ensemble de ce règlement, les termes « Préfet, sapeur-pompier, commandant, remplaçant, officier, sous-officier, président » s'appliquent aux personnes des deux sexes.

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Article premier ¹Le Conseil communal est responsable de la défense contre l'incendie et de la protection contre les éléments naturels.

²Pour accomplir cette mission, les communes de Vulruz et de Sâles organisent un corps de sapeurs-pompiers commun (corps de sapeurs-pompiers intercommunal, CSPI). La collaboration intercommunale est réglée par convention.

Article 2 ¹Chaque Conseil communal constitue sa propre commission locale du feu.

²les Conseils communaux réunis constituent en outre une commission intercommunale du feu.

CHAPITRE II

COMMISSION LOCALE DU FEU

Article 3 La commission locale du feu est composée de trois membres, nommés par le Conseil communal pour la durée d'une législature. Elle est présidée par un membre du

Conseil communal. Le commandant du corps SP ou un officier désigné par celui-ci en fait partie de droit.

Article 4 ¹Les compétences de la commission locale du feu sont celles prévues par l'article 7 de la loi et par l'article 3 du règlement.

²Sont réservées les compétences (préparation du budget et des décomptes, coordination, proposition pour la nomination du commandant et de son remplaçant) attribuées à la commission intercommunale du feu par la convention intercommunale.

CHAPITRE III

CORPS DE SAPEURS-POMPIERS

A Obligation de servir - recrutement - taxe d'exemption

Article 5 ¹Le service de défense contre l'incendie ou le paiement de la taxe d'exemption est obligatoire pour tout homme ou femme domicilié/e sur le territoire de la commune, quelle que soit sa nationalité, dès 20 ans révolus et jusqu'à 42 ans.

²Les jeunes gens et jeunes filles âgés de 18 ans révolus peuvent, s'ils le demandent, être incorporés dans le corps des sapeurs-pompiers.

³De plus, si les conditions de motivation, de compétence ainsi que de disponibilité sont remplies, la possibilité est offerte aux membres du corps qui en font expressément la demande de poursuivre le service sur une base volontaire jusqu'à l'âge de 60 ans.

⁴Aucune personne reconnue apte au service militaire ne peut être dispensée pour cause de déficience physique.

Article 6 ¹Les hommes et les femmes soumis à l'obligation de faire le service et qui ne sont pas incorporés paient une taxe d'exemption annuelle de 120.- francs.

² Le produit de la taxe d'exemption est exclusivement affecté au service de défense contre l'incendie.

³ En cas de déménagement dans une autre commune d'une personne soumise à la taxe, la commune facture sa part prorata temporis.

B Compétences des Conseils communaux

Article 7 Les Conseils communaux nomment, conformément aux dispositions de la loi et du règlement :

- le commandant, avec l'assentiment préalable du Préfet et de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB) ;
- le remplaçant du commandant.

Article 8 ¹Le Conseil communal de chaque commune recrute les membres en fonction des besoins de l'effectif qui ne peut être inférieur à 20 personnes par commune. Toutefois, la totalité du corps réuni devra répondre aux exigences de l'ECAB. L'effectif total ne dépassera pas 70 sapeurs-pompiers.

²Il veille à ce que l'effectif du corps des sapeurs-pompiers soit composé d'environ 40% de sapeurs-pompiers qui ne sont pas astreints ni à la protection civile ni à l'armée.

³Le recrutement a lieu par voie d'appel personnel ou par avis au pilier public.

⁴Nul ne peut exiger son incorporation dans le corps des sapeurs-pompiers.

Article 9 ¹La commission intercommunale du feu propose aux Conseils communaux réunis le commandant et son remplaçant. Elle nomme les officiers.

²Elle statue sur les exemptions, les licenciements et les exclusions.

Article 10 Sous réserve des disponibilités budgétaires, la commission intercommunale du feu fixe le traitement des cadres, la solde des cadres et des sapeurs-pompiers pour les exercices, pour les sinistres et pour les services spéciaux, en tenant compte du grade et de l'importance de la fonction.

Article 11 L'équipement des sapeurs-pompiers et le matériel de défense sont fournis par les communes conformément aux exigences de la loi et du règlement, ainsi que des directives de l'ECAB.

Article 12 La compétence pour tenir l'inventaire du matériel et de l'état nominatif du corps est déléguée à l'état-major. Un rapport sur le matériel est adressé annuellement aux Conseils communaux.

C **Organisation du corps**

Article 13 Le corps des sapeurs-pompiers, militairement organisé, est placé sous la surveillance de la commission intercommunale du feu et sous les ordres de son commandant.

Il comprend :

- un état-major,
- un service de première intervention,
- un service des sapeurs,
- un service de police,
- un service de spécialiste.

Article 14 Le corps fait partie de la Fédération de district, de la Fédération cantonale (FFSP) et de Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP).

Article 15 La direction du corps est confiée à l'état-major qui est constitué par des cadres, à savoir un commandant, un remplaçant du commandant, des officiers, un fourrier. Les cadres représentent environ un tiers de l'effectif total.

Article 16 Le commandant du corps est responsable de l'instruction et de la discipline. Pour le reste, les attributions du commandant ou de son remplaçant sont fixées par le règlement cantonal.

Article 17 ¹Le commandant ou son remplaçant fixe la date des exercices obligatoires ; il les annonce au moins 10 jours à l'avance, par écrit, à la commission intercommunale du feu, à la Préfecture, à l'ECAB, au président de la commission d'instruction du district ainsi qu'aux sapeurs-pompiers.

²Le commandant est responsable de l'organisation du système d'alarme et d'un service de police, conformément aux directives de l'ECAB.

³Après un incendie, il adresse immédiatement un rapport détaillé au Conseil communal, à la Préfecture, et à l'ECAB (au moyen de la formule officielle de l'ECAB).

Article 18 ¹L'état-major propose à la commission intercommunale du feu les candidatures pour les nouveaux officiers.

²Il nomme les sous-officiers et incorpore les sapeurs-pompiers.

³Les promotions sont faites conformément aux prescriptions du règlement cantonal.

Article 19 ¹Les sapeurs-pompiers et les cadres sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements cantonaux.

²Les absences sont reconnues excusables dans les cas suivants :

- décès dans la famille,
- maladie ou accident attestés par un certificat médical,
- service militaire,
- activité professionnelle urgente attestée par l'employeur, respectivement dûment motivée par un indépendant,
- autres cas de force majeure.

Article 20 ¹Dans la mesure du possible, les excuses sont remises par écrit au commandant ou à son remplaçant 48 heures avant l'exercice. En cas de force majeure, elles peuvent exceptionnellement être communiquées par téléphone. Les absences injustifiées seront sanctionnées selon l'art. 25.

²Sur demande, une justification de l'absence sera remise par écrit au commandant ou à son remplaçant dans les 48 heures suivant l'exercice.

Article 21 Chaque sapeur-pompier doit tenir son équipement en bon état et le rendre également en bon état au moment où il quitte le corps.

Article 22 Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade, a le devoir de participer à la lutte contre le feu et contre tout autre sinistre dès qu'il est alarmé.

Article 23 ¹Les sapeurs-pompiers ainsi que les civils réquisitionnés sont assurés à titre complémentaire auprès de la Caisse de secours de la FSSP conformément aux dispositions de l'assurance. Les cotisations sont payées par le compte commun du CSPI.

²La commune assure les véhicules privés réquisitionnés.

³Les cas d'accident ou de maladie doivent être annoncés immédiatement au commandant.

CHAPITRE IV

SANCTIONS PENALES ET DISCIPLINAIRES

Article 24 ¹Celui ou celle qui n'obtempère pas à un ordre ou qui contrevient intentionnellement ou par négligence aux prescriptions du présent règlement est passible d'une amende de 20.- à 1'000.- francs prononcée par le Conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée selon procédure prescrite par les articles 86ss LCo.

²Sont d'autre part réservées les dispositions pénales de la loi (art. 50ss).

Article 25 L'absence non justifiée à un exercice ou à une intervention est punissable d'une amende de 50.- francs la première fois, de 100.- francs la deuxième fois. La troisième absence injustifiée entraîne l'exclusion du corps.

Article 26 L'arrivée tardive à un exercice entraîne la perte de 50% de la solde et, au-delà de 30 minutes, elle est assimilée à une absence non justifiée.

Article 27 ¹La dénonciation est faite par le commandant ou par son remplaçant.

²L'amende ou l'exclusion sont prononcées par le Conseil communal de la commune de domicile de la personne incorporée, sur avis du commandant ou de son remplaçant.

CHAPITRE V

VOIES DE DROIT

Article 28 ¹Toute décision prise en application du présent règlement est sujette à réclamation auprès du Conseil communal. L'article 86 al. 2 et 3 LCo demeure réservé pour les sanctions pénales.

²Les décisions du Conseil communal prises sur réclamation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Préfet. Toutefois, les décisions prises sur réclamations relatives à la taxe d'exemption sont sujettes à recours au Tribunal cantonal.

³Le délai de réclamation et de recours est de trente jours.

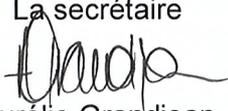
CHAPITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

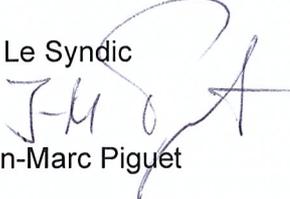
Article 29 Le règlement organique du service de défense incendie du 19 novembre 2002 est abrogé.

Article 30 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Préfecture.

Adopté par l'assemblée communale, le 15 décembre 2009

La secrétaire

Aurélie Grandjean



Le Syndic

Jean-Marc Piguët

Approuvé par la Préfecture de la Gruyère, le

2 février 2010

Le Préfet

